



CONSEIL COMMUNAUTAIRE

6 AVRIL 2023

DELIBERATION N° 2023-032-DC

Le six avril deux mille vingt-trois à 17 heures 30, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le 30 mars deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Président, Jackie GOULET (sauf 021)

Vice-présidents, Sylvie PRISSET (Présidence pour 021), Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Christian RUAAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Éric MOUSSERION, Éric TOURON

Conseillers délégués, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND, Pierre-Yves DOUET (de 019 à 032), Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT (de 019 à 028)

Conseillers, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF (à partir de 021), Amelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Benoît LEDOUX, , Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Didier GUILLAUME Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE (de 019 à 028), Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, , Michel DELPHIN, Colette GAGNEUX, Bruno CHEPTOU, Catherine EVILLARD, François BREE, Patricia COCHET, Éric POEHR, Isabelle DEVAUX, Sylvain LEFEBVRE, Nicole PEHU, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Bruno PROD'HOMME, Géraldine LE COZ, Arlette BOURDIER, Bertrand CHANDOUINEAU, Bernard HENRY
Béatrice LEVEQUE Suppléante Yves BOUCHER

Absent (s) / Excusé(s) :

Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Yves BOUCHER, Gérard POLICE, Olivier DESCHARD, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Pierre DE BOUTRAY Jean-François MIGLIERINA, Marie-Luce DURAND, Nathalie MORON, Laurence CAILLAUD, Emmanuel BRAULT, Noël NERON, Béatrice GUILLON, Nathalie LIEBAULT, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Sylvie TAGOURDEAU, Patricia VILLARME

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Rodolphe MIRANDE à Éric MOUSSERION, Grégory PIERRE à Thomas GUILMET, Marc BONNIN à Claudie MARCHAND, Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Pierre-Yves DOUET à Béatrice BERTRAND (de 033 à 036), Loïc BIDAULT à Sophie TUBIANA (de 029 à 035), Gérard POLICE à Christian RUAAULT de (019 à 031), Olivier DESCHARD à Jacqueline TARDIVEL, Jacky MARCHAND à Christian GALLE, Isabelle ISABELLON à Jean-Pierre ANTOINE Jean-François MIGLIERINA à Sandrine LION, Nathalie MORON à Michel DELPHIN, Laurence CAILLEAU à Bruno CHEPTOU, Noël NERON à Marc-Antoine NERON, Béatrice GUILLON à Bruno PROD'HOMME, Nathalie LIEBAULT à Astrid LELIEVRE, Gaëlle FAURE à Géraldine LE COZ, Patricia VILLARME à Bertrand CHANDOUINEAU

Secrétaire de séance : Frédéric MORTIER

	DC 019 à 020	DC 021	DC 022 à 028	DC 029	DC 030 à 031	DC 032	DC 033 à 035	DC 036
Membres en exercice	80	80	80	80	80	80	80	80
Quorum	41	41	41	41	41	41	41	41
Présents	56	56	57	55	54	53	50	48
Absents - Excusés	24	24	23	25	26	27	28	30
Pouvoirs	16	16	16	17	17	16	17	16
Votants	72	72	73	72	71	69	67	64

APPLICATION DE LA LOI SOLIDARITE ET RENOUVELLEMENT URBAIN (SRU) - PROPOSITION D'EXEMPTION SUR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR VAL DE LOIRE POUR LA PERIODE TRIENNALE 2023-2025

L'article 55 de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000 impose un taux de 20 % de logement sociaux pour les communes de plus de 3 500 habitants appartenant à un EPCI de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de 15 000 habitants.

Les communes de plus de 3 500 habitants qui ne disposent pas de 20 % de logements locatifs sociaux sont ainsi soumises à un prélèvement sur leurs ressources fiscales à compter du 1er janvier de l'année qui suit l'année de référence.

Pour la période 2019 – 2022, 6 communes du territoire (Saumur, Doué-en-Anjou, Gennes-Val-de-Loire, Longué-Jumelles, Bellevigne-les-Châteaux et Montreuil-Bellay) sont assujetties au dispositif SRU. Sur cette période, 2 communes satisfont à leurs obligations (Saumur et Montreuil-Bellay) alors que 4 communes (Doué-en-Anjou, Gennes-Val-de-Loire, Longué-Jumelles et Bellevigne-les-Châteaux) sont déficitaires.

Aussi, sur demande motivée par délibération en date du 26/09/2019 de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, les communes de Doué-en-Anjou, Gennes-Val-de-Loire, Longué-Jumelles et Bellevigne-les-Châteaux ont pu bénéficier du dispositif d'exemption triennale pour la période 2019 - 2022, arrivant à échéance.

Aujourd'hui,

- la commune de Longué-Jumelles, exemptée sur la période 2019 - 2022, répond désormais à ses obligations SRU avec un taux de 21,22 % au titre de l'inventaire contradictoire 2021,
- la commune de Bellevigne-les-Châteaux sort provisoirement du dispositif SRU avec un seuil de population légal de 3 482 habitants (données INSEE 2019), en dessous du seuil de référence SRU fixé à 3 500 habitants,
- les communes de Doué-en-Anjou et Gennes-Val-de-Loire, avec un taux respectif de 13,30 % et 12,72 %, ne satisfont toujours pas à l'obligation SRU en dépit des efforts réalisés.

La loi n°2022-17 « différenciation, décentralisation, déconcentration » dite 3DS du 21 février 2022 a fait évoluer les critères ouvrant droit à l'exemption aux obligations SRU, en vue d'en améliorer sa pertinence.

Dans l'attente de la publication des décrets d'application de la loi 3DS du 21 février 2022 qui devaient préciser les critères d'exemption, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a délibéré en date du 7 juillet 2022 pour statuer pour principe sur l'intérêt de solliciter une nouvelle exemption pour la période 2023 - 2025 pour les communes déficitaires afin de garantir, sur les recommandations des services de l'Etat, les délais d'instruction nécessaires pour les avis réglementaires préalables des Préfet de Département et de Région.

Le décret d'application n°2023-107 du 17 février 2023 vient désormais préciser les critères d'exemption. Les 3 critères permettant de solliciter l'exemption sont les suivants :

- Critère d'inconstructibilité
- Critère d'isolement et/ou de faible attractivité
- Critère de faible tension

La demande d'exemption sollicitée pour les communes de Doué en Anjou et Gennes-Val-de-Loire est notamment motivée ici par le critère d'isolement et/ou de faible attractivité et étayée dans l'argumentaire technique annexé pour chacune des communes à la présente délibération.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu l'article 55 de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain, modifié ;

Vu la loi n°2022-17 « différenciation, décentralisation, déconcentration » dite 3DS du 21 février 2022 ;

Vu le Décret n° 2023-107 du 17 février 2023 pris pour l'application du 1° du III de l'article L. 302-5 du CCH ;

Considérant la possibilité de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire de faire exonérer du dispositif SRU ses communes de plus de 3 500 habitants, à l'appui d'un argumentaire technique répondant aux critères d'exemption prévus par les nouvelles dispositions issues du décret d'application n° 2023-107 du 17 février 2023 de la loi n° 2022-2017 dite 3DS du 21 février 2022 ;

Considérant que les communes de Doué-en-Anjou et Gennes-Val-de-Loire ne satisfont pas à l'obligation de 20 % de logements locatifs sociaux au titre de l'inventaire contradictoire de 2021, en dépit des efforts réalisés ;

Considérant la délibération n° 2022-069-DC est rendue caduque par la publication du décret d'application n° 2023-107 du 17 février 2023 ;

Considérant qu'il convient de délibérer à nouveau pour solliciter l'exemption en référence aux critères précisés par le décret précité ;

Aussi,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **DE VALIDER** la liste des communes proposées à l'exemption du dispositif SRU pour la période triennale 2023 - 2025, à savoir pour les communes de Doué-en-Anjou et Gennes-Val de-Loire,
- **DE SOLLICITER** l'avis des Préfets de Département et de Région, et de la Commission Nationale SRU, à l'appui des argumentaires techniques, joints au présent rapport et réalisés au regard des nouvelles dispositions issues de la loi n° 2022-2017 dite 3DS du 21 février 2022 et de son décret d'application n° 2023-107 du 17 février 2023,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à transmettre la présente décision au Préfet de Département.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 69

Contre :

Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET CLAISSE